



Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes

Semaine du 19 février au 26 février 2020

Mexique

2018 – PIB : 1223 Mds USD | Pop : 125 M hbts

Économie

La contraction de -0,14 % du PIB mexicain en 2019 a été confirmée par l'Institut Statistique INEGI en dépit d'une légère reprise de l'activité économique en fin d'année dernière. Ainsi, l'indicateur mensuel de l'activité économique a augmenté de 0,1 % g.a. en décembre dernier : le premier mois de croissance après 7 mois de recul (depuis Avril). En décembre, l'activité des secteurs primaire et tertiaire ont tous deux augmenté de 0,6 % g.a. Le secteur secondaire se maintient quant à lui en terrain négatif, à -1 % g.a : son 15^{ème} mois consécutif de recul.

La Banque centrale mexicaine (Banxico) a abaissé ses prévisions de croissance pour 2020, de 1,3 % à 1,0 %. La baisse du pronostic est due, selon Banxico, aux chiffres décevants pour le T4 2019, et à une récupération moins rapide qu'initialement anticipée de la demande domestique dans le contexte d'une économie mondiale en ralentissement et de prévisions à la baisse de la production industrielle étatsunienne. Une aggravation des tensions commerciales, l'impact du coronavirus, et la note créditrice de PEMEX sont les risques identifiés par Banxico.

Sur l'année 2019, la balance courante mexicaine a enregistré un déficit marginal de -0,2 % du PIB (-2,4 Mds USD) – le plus faible en 24 ans – porté par un seul trimestre en déficit et 3 trimestres consécutifs d'excédent. Ces 3 trimestres d'excédent sont notamment portés par la balance commerciale devenue positive – moindres importations –, et à une forte augmentation de transferts de fonds des migrants. Pour mémoire, le Mexique enregistrait un déficit courant de 1,9 % du PIB en 2018. Si la balance financière enregistre un endettement net malgré l'entrée de 13,9 Mds USD sur l'année, les économistes mettent en avant la faiblesse des investissements directs (22,7 Mds USD, -4,3 Mds USD vs. 2018) et des investissements de portefeuille (4,3 Mds USD, -3,6 Mds USD), signes de l'incertitude.

Sur la première quinzaine de février, l'inflation a atteint 3,52% g.a. selon l'INEGI. Ce chiffre est le plus haut depuis la 2^e quinzaine de juillet 2019. L'inflation reste dans l'intervalle cible de la Banque centrale (Banxico ; 3 % ± 1 %). L'inflation sous-jacente – qui exclue les produits volatiles et exogènes – atteint 3,69 % g.a. L'inflation non-sous-jacente atteint 3,03 %.

Banxico a indiqué que l'objectif de réduire le taux d'inflation à 3% g.a. en 2020 risquait de ne pas être atteint étant donné la hausse des prix à la consommation : les décisions de la Banque centrale suivront donc la conjoncture. Les experts prévoient pour le moment un taux d'inflation de 3,54% en 2020 et 3,53% en 2021.

Le taux de chômage atteint son niveau le plus élevé depuis 2016, à 3,7 % en janvier. C'est ainsi le chiffre le plus élevé depuis septembre 2016. Le taux de précarité augmente également,

à 7,5 %. Toutefois, le marché du travail mexicain se caractérise par la part importante de l'informalité (56 %).

La production pétrolière (de PEMEX et des entreprises privées) avait atteint en janvier son meilleur niveau depuis 15 mois (1,74 M barils par jour). La production a augmenté de 6% par rapport à janvier 2019 et enregistre trois mois de hausse consécutive.

Le prix du baril de pétrole mexicain a chuté de 4,25% le lundi 24 février perdant l'équivalent de 2,06 USD par baril et de 11% sur la dernière semaine à cause du ralentissement de la demande extérieure liée à la crise sanitaire du coronavirus. Cette crise engendre une plus grande incertitude sur la demande mondiale d'hydrocarbures et génère une baisse générale des prix du pétrole. Ce même jour, le MXN s'est également déprécié de 1,1% face à l'USD.

Le ministère des Finances prépare une réforme du secteur financier qui inclura une révision des processus de régulation et de schémas fiscaux pour encourager plus d'entreprises à être cotées en bourse et pour favoriser l'inclusion financière. Pour mémoire, le Ministère des Finances régule les banques et les marchés financiers avec la CNBV et Banxico.

[Finances publiques](#)

L'administration fiscale (SAT) concentrera ses efforts de recouvrement des impôts sur les grands contributeurs du pays. Toute personne morale ou physique touchant des revenus annuels supérieurs à 65 M USD est considérée comme « grand contributeur » ainsi que certains acteurs de l'économie comme les entreprises cotées en bourse, les banques et entreprises productives de l'Etat. Au total, le nombre de grands contributeurs s'élève à 8 800 personnes morales et 37 700 personnes physiques.

Les instituts de sécurité sociale IMSS et ISSSTE font momentanément face à des problèmes de liquidité selon la Cour des comptes mexicaine (ASF), tout en restant toutefois solvables. Leur indice de solvabilité s'est même amélioré entre 2014 et 2017, celui de l'IMSS passant de 5,1 à 7,5.

Le ministère des Finances émettra des titres verts pour financer des projets durables qui respectent les objectifs du développement durable. 1 340 municipalités comptant au total 22M d'habitants du sud-est du Mexique se sont portées candidates pour faire l'objet de ces projets de développement durable. A ce jour, 2 Mds USD ont été levés en utilisant des titres verts émis par le gouvernement de la Ville de Mexico et des banques de développement mexicaines comme Nafin, Banobras et Fira.

[Entreprises et grands contrats](#)

La notation de la dette de PEMEX ne serait plus en danger, selon A. Romo, secrétaire générale de la Présidence. Ce dernier a également affirmé que le pourcentage de participation du secteur privé dans la production pétrolière (20% de la production) ne changera pas étant donné les efforts de PEMEX pour renforcer sa capacité de production. L'agence de notation Fitch maintient pour PEMEX sa note spéculative BB+.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 26/02/2020
Bourse (IPC)	-4,8%	-1,3%	42 737,28
Taux de change USD/Peso	+3,9%	+0,59%	19,28 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	+4,6%	-3,7%	20,98 EUR/MXN
Prix du baril mexicain	-11%	-26%	43,46 USD

AMERIQUE CENTRALE

2018 – PIB : 268.2 Mds USD | Pop : 49 M hbts

Costa Rica

2018 – PIB : 59 Mds USD | Pop : 5 M hbts

Le FMI lors de sa visite au Costa Rica de février a évalué de manière positive les efforts réalisés par les autorités costariciennes pour la consolidation budgétaire mais recommande de concentrer les efforts sur l'application des réformes déjà existantes et l'application de la règle fiscale qui généreront des résultats à court terme.

Selon les dernières estimations du FMI, la dette publique devrait atteindre 60% du PIB en 2020 et la croissance économique devrait être de 2,5% en 2020. Le FMI réalisera sa mission pour la réalisation de l'article IV en juin 2020.

Guatemala

2018 – PIB : 79 Mds USD | Pop : 17,2 M hbts

Le ministre de l'économie Antonio Malouf a déclaré vouloir augmenter au cours des 4 prochaines années les exportations du Guatemala vers l'Espagne. L'Espagne est le principal investisseur européen du Guatemala, et son principal pays fournisseur européen devant l'Allemagne. Les flux d'IDE espagnols atteignaient 52 M USD en 2018.

Honduras

2018 – PIB : 23,8 Mds USD | Pop : 9,4 M hbts

D'après la Banque Mondiale, 58% de l'emploi au Honduras est informel. Les principaux secteurs informels sont les services (seuls 28% du total des emplois sont formels), l'agriculture (19%) et l'industrie (11%).

Panama

2018 – PIB : 65,2 Mds USD | Pop : 4,2 M hbts

Le solde de la dette publique a atteint au mois de janvier 29,9 Mds USD, soit une baisse de 1,14 Mds USD par rapport à décembre 2019.

Nicaragua

2018 – PIB : 13,3 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

Moody's réduit la note du Nicaragua de B2 perspective négative à B3 perspective stable. Selon l'agence américaine, la notation reflète notamment la détérioration de l'économie du fait des tensions sociales et les difficultés du pays à accéder à de nouveaux financements externes. Moody's prévoit une croissance annuelle moyenne de 0,7% entre 2020 et 2022.

Salvador

2018 – PIB : 26 Mds USD | Pop : 6,6 M hbts

D'après la Banque Interaméricaine de Développement (BID), le potentiel de création d'emploi pourrait atteindre 90 000 postes dans le pays si les stratégies d'investissement en

infrastructures en cours (eau/ assainissement et transports) se concrétisent. La BID a identifié 80 projets rentables atteignant 8,5 Mds USD d'investissements publics et/ou privés potentiels.

CARAÏBES

2018 – PIB : 156 Mds USD | Pop : 27 M hbts

Cuba

2017 – PIB : 85,7 Mds USD | Pop : 11,3 M hbts

Les États-Unis privent d'accès à leur territoire des hommes d'affaires espagnols investissant à Cuba. En application du titre IV de la loi Helms-Burton, le gouvernement étatsunien a refusé l'entrée sur son territoire à plus d'une cinquantaine d'hommes d'affaires espagnols pour « avoir des liens commerciaux avec Cuba ». En vigueur depuis 1996, ce titre avait jusqu'à récemment fait l'objet d'une application restreinte.

Le tabac a généré en 2019 des recettes d'exportation de plus de 269 M USD, contre près de 260 M USD en 2018. Pour l'année 2020, la holding Tabacuba aspire à atteindre 280 M USD. Pour sa part, la société cubano-espagnole Habanos S. A, distributeur officiel, a enregistré un chiffre d'affaires de 531 M USD en 2019 (+2% par rapport à 2018).

Haïti

2017 – PIB : 85,7 Mds USD | Pop : 11,3 M hbts

La FAO a annoncé le lancement d'un programme de renforcement de ses opérations en Haïti pour apporter une assistance agricole d'urgence à 1,2 million de personnes en insécurité alimentaire aiguë sévère. Afin de répondre aux besoins alimentaires immédiats et à long terme de ces populations, la FAO mobilise 76 M USD.

Jamaïque

2018 – PIB : 15,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

Le dernier rapport trimestriel sur la politique monétaire de la Banque de Jamaïque (BOJ) indique que la croissance en Jamaïque a ralenti pour atteindre entre - 0,5 et 0,5% au dernier trimestre 2019. Il s'agit d'un rythme de croissance plus lent par rapport aux 0,6 % enregistrés pour le trimestre précédent. Dans son rapport de septembre, la banque centrale avait dit qu'elle s'attendait à ce que la croissance du PIB ralentisse au cours des huit prochains trimestres, affectée par la fermeture temporaire de l'usine d'aluminium d'Alpart.

Les importations jamaïcaines de janvier à novembre 2019 se sont établies à 5,9 Mds USD, soit une augmentation de 3,9% par rapport à la même période en 2018 (à 5,7 Mds USD) selon le Bulletin du commerce international de marchandises (IMT). Quant aux exportations, elles ont diminué de 15,6% (à 1,5 Mds USD vs. 1,7 Mds USD en 2018).

République dominicaine

2018 – PIB : 80,9 Mds USD | Pop : 10,3 M hbts

La République Dominicaine lance une plateforme gratuite sur les routes maritimes de ses principaux ports (itinéraires et fréquence). Dans le but de réduire le coût d'accès à l'information pour les entreprises et personnes qui souhaitent commercer avec la République Dominicaine, le Conseil National pour la Compétitivité et l'Association de Navires a développé cet outil digital qui détaille la connectivité de ses ports. Cette plateforme (navegaRD.do) contribuera à la planification et à la mise en œuvre des plans d'exportation et d'importation des différents secteurs.

La BID a placé la République dominicaine comme le pays ayant la plus forte croissance économique en Amérique latine, en Amérique centrale et dans les Caraïbes, au cours de

l'année écoulée. La République dominicaine, selon le document, mène la croissance avec 5% du produit intérieur brut, suivie par le Panama, qui a enregistré 4,3% du PIB, selon le rapport de la BID montrant les niveaux de croissance des pays d'Amérique centrale. Le rapport reconnaît une croissance régionale de 3,4 % du PIB, qui est supérieure à la moyenne latino-américaine et caribéenne (ALC), de 0,2 %, et à la moyenne globale (3 %).

Le 4^e Forum des Energies Renouvelables (FES 2020), forum international d'entreprises, et d'institutions publiques, se tiendra cette année les 22 et 23 avril à Saint Domingue avec l'objectif de démontrer le rôle crucial de ces énergies dans le développement économique et social et la préservation de l'environnement.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Mexico.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Publication du Service Economique Régional de Mexico

Ambassade de France au Mexique

Campos Eliseos 339, Col. Polanco

11560 MEXICO D.F.

Auteur : SER de Mexico

Avec le concours des Services économiques de Guatemala, de Panama, de Saint-Domingue et de Cuba

© DG Trésor

